

INSTRUCTION

N° 00-089-A1 du 24 octobre 2000

NOR : BUD R 00 00089 J

Texte publié au BOCP

RECOUVREMENT DE L'IMPÔT DIRECT

ANALYSE

Taxe annuelle sur les logements vacants

Date d'application : 24/10/2000

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; IMPÔT ; TAXE ; LOGEMENT ; VACANCE ; COMPTABILITÉ ;
ASSOCIATION NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	RGF	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 50

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5A

3^{ème} Sous-direction - Bureau 3A

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 CHAMP D'APPLICATION, ASSIETTE ET TAUX DE LA TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS.....	6
1. CHAMP D'APPLICATION	6
1.1. Champ d'application géographique de la taxe	6
1.2. Redevables concernés.....	6
1.3. Logements imposables.....	6
1.3.1. Assujettissement	6
1.3.2. Exonérations.....	6
1.4. Notion de logement vacant	7
1.4.1. Appréciation de l'état de vacance	7
1.4.2. La vacance ne doit pas être volontaire	7
1.4.3. Durée et décompte de la vacance.....	8
2. ASSIETTE	9
3. TAUX	9
CHAPITRE 2 RECOUVREMENT DE LA TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS	10
1. RECOUVREMENT AMIABLE ET PRÉ-CONTENTIEUX	10
1.1. Paiement.....	10
1.2. Traitement des réclamations	11
1.3. Gestion prolongée dans REC	11
2. RECOUVREMENT CONTENTIEUX	11
CHAPITRE 3 COMPTABILITÉ	12
1. PRISE EN CHARGE.....	12
1.1. Prise en charge du rôle.....	12
1.1.1. Trésorerie Générale.....	12
1.1.2. Poste non centralisateur	12
1.2. Prise en charge de la majoration de 10 % et des frais de poursuites	13
2. ENCAISSEMENTS EN PHASE AMIABLE ET PRÉ-CONTENTIEUSE.....	13
2.1. Règles d'imputation	13
2.2. Postes non centralisateurs	14

2.3. D. I. T.....	14
2.3.1. Encaissements.....	14
2.3.2. Apurement des comptes 411.717 et 411.718 par REC	14
2.4. Trésorerie Générale	15
2.4.1. Intégration des opérations des PNC.....	15
2.4.2. Ventilation du compte 475.144 en CGL	15
2.4.3. Comptabilisation des recouvrements en CGL - Droits constatés	15
3. ENCAISSEMENTS EN PHASE CONTENTIEUSE.....	16
3.1. Postes non centralisateurs	16
3.2. Trésorerie générale	16
3.2.1. Comptabilisation.....	16
3.2.2. Ventilation du compte 475.144	16
3.2.3. Comptabilisation des recouvrements en droits constatés	17
4. COMPTABILISATION DES IMPAYÉS.....	17
5. VERSEMENT A L'ANAH.....	17
5.1. A la trésorerie générale.....	17
5.2. Information de l'Anah.....	18
5.3. Régularisation des impayés.....	18
5.4. Reversement par l'ANAH des sommes perçues à tort	18
6. DÉGRÈVEMENTS	18
6.1. Dégrèvements magnétiques	18
6.1.1. Trésorerie générale	18
6.1.2. Poste non centralisateur	20
6.1.3. Dispositif transitoire.....	21
6.2. Dégrèvements manuels	21
6.2.1. L'article collectif	22
7. AJUSTEMENTS PAR LES COMPTABLES.....	22
7.1. Ajustement des prises en charge par le comptable centralisateur	22
7.2. Ajustement des recouvrements.....	22
7.2.1. Phase amiable	22
7.2.2. Phase contentieuse	22
8. RESTES À RECOUVRER	23
8.1. Trésorerie Générale	23
8.2. Trésorerie	23

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Article 51 de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions n° 98-657 du 29 juillet 1998	24
ANNEXE N° 2 : Décret n° 98-1249 du 29 décembre 1998 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du code général des impôts.....	25
ANNEXE N° 3 : Décret n° 2000-103 du 8 février 2000 portant application de l'article 51 de la loi du 29/07/1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.....	29
ANNEXE N° 4 : Bordereau de prise en charge des rôles de taxe sur les logements vacants (rôle général et rôles supplémentaires).....	30
ANNEXE N° 5 : Comptabilisation des chèques et TIP impayés	32

L'article 51 de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions n° 98-657 du 29 juillet 1998 (annexe 1) a institué, à compter du 1er janvier 1999, une taxe annuelle sur les logements vacants situés dans les communes appartenant à des zones d'urbanisation continue de plus de 200.000 habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements au détriment des personnes à revenus modestes et des personnes défavorisées.

Codifiée sous l'article 232 du code général des impôts, la taxe sur les logements vacants est perçue au profit de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH).

La présente instruction a pour objet de présenter le champ d'application de cette taxe, ses modalités de liquidation ainsi que les dispositions pratiques concernant son recouvrement et sa comptabilisation.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

CHAPITRE 1

CHAMP D'APPLICATION, ASSIETTE ET TAUX DE LA TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS

1. CHAMP D'APPLICATION

1.1. CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE DE LA TAXE

La taxe s'applique aux logements situés, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, dans les communes appartenant à des zones d'urbanisation continue de plus de 200.000 habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, au détriment de personnes à revenus modestes et de personnes défavorisées.

La liste des communes dans lesquelles s'applique la taxe a été fixée par le décret n° 98-1249 du 29 décembre 1998 (annexe 2). Ce texte vise les agglomérations de Paris, Lille, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Montpellier, Cannes-Grasse-Antibes et Nice.

Cette liste est susceptible d'être actualisée par décret.

1.2. REDEVABLES CONCERNÉS

La taxe est acquittée par toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui a la qualité :

- de propriétaire du logement,
- d'usufruitier,
- de preneur d'un bail à construction ou à réhabilitation,
- d'emphytéote,

et qui dispose d'un logement vacant depuis au moins deux années consécutives, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

1.3. LOGEMENTS IMPOSABLES

1.3.1. Assujettissement

La taxe est due pour chaque logement vacant depuis au moins deux années consécutives, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Il s'agit donc des logements qui ne sont pas soumis à la taxe d'habitation.

Seuls les logements non meublés et habitables, c'est-à-dire clos et couverts, et pourvus des éléments de confort minimum (installation électrique, eau courante, équipement sanitaire) entrent dans le champ d'application de la taxe.

1.3.2. Exonérations

Les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte ne sont pas assujettis à la taxe sur les logements vacants qu'ils détiennent et qui sont destinés à être attribués sous condition de ressources.

Les organismes d'habitations à loyer modéré comprennent :

- les offices publics d'aménagement et de construction,
- les offices publics d'habitations à loyer modéré,
- les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré,
- les sociétés anonymes coopératives de production d'habitations à loyer modéré,
- les sociétés anonymes de crédit immobilier,
- les fondations d'habitations à loyer modéré.

1.4. NOTION DE LOGEMENT VACANT

1.4.1. Appréciation de l'état de vacance

La situation de vacance du logement est appréciée au 1^{er} janvier de chaque année d'imposition.

Est considéré comme vacant, un logement libre de toute occupation (inhabité et vide de meubles, ou pourvu d'un mobilier insuffisant pour en permettre l'occupation) pendant deux années consécutives.

En revanche, l'article 232-V du code général des impôts prévoit expressément qu'un logement dont la durée d'occupation est supérieure à trente jours consécutifs au cours de chacune des deux années de la période de référence n'est pas considéré comme vacant.

Ainsi, indépendamment du fait que le logement soit resté vacant au 1^{er} janvier des trois années consécutives (N-2, N-1 et N), la circonstance que le logement ait été occupé en N-1 *ou* N-2¹ pendant plus de 30 jours consécutifs suffit à l'exclure du champ d'application de la taxe.

La preuve de l'occupation peut être apportée par tous moyens, notamment la déclaration en revenus fonciers des produits de la location, la production des quittances d'eau, d'électricité, de téléphone...

Exemple 1 :

Un logement vacant aux 1^{er} janvier 1997, 1998 et 1999 est occupé 40 jours consécutifs durant l'année 1997 et 20 jours consécutifs durant l'année 1998.

Le propriétaire n'est pas redevable de la taxe sur les logements vacants au titre de 1999.

Exemple 2 :

Un logement vacant aux 1^{er} janvier 1997, 1998 et 1999 est occupé 20 jours consécutifs durant l'année 1997, 10 jours au mois de mars 1998 et 25 jours au mois de juillet de la même année.

Le propriétaire est redevable de la taxe au titre de 1999. En effet, le logement n'a pas été occupé 30 jours consécutifs au cours de chacune des deux années de la période de référence et, au cas particulier, en 1998.

1.4.2. La vacance ne doit pas être volontaire

La taxe n'est pas due lorsque la vacance est imputable à une cause étrangère à la volonté du bailleur, cette cause :

- faisant obstacle à leur occupation durable, à titre onéreux ou gratuit, dans des conditions normales d'habitation ;
- ou s'opposant à leur occupation, à titre onéreux, dans des conditions normales de rémunération du bailleur.

¹ La Direction de la Législation Fiscale de l'article 232-V du CGI considère qu'un logement n'est pas considéré comme vacant dès lors qu'il a été occupé plus de 30 jours consécutifs en N-1 *ou* N-2, et non plus de 30 jours consécutifs au cours de *chacune* des deux années de la période de référence.

Il en résulte que sont notamment exclus du champ d'application de la taxe :

- les logements ayant vocation, dans un délai proche, à disparaître ou à faire l'objet de travaux dans le cadre d'opérations d'urbanisme, de réhabilitation ou de démolition (à ce titre, un délai d'un an peut être retenu) ;
- ou les logements mis en location ou en vente au prix du marché et ne trouvant pas preneur ou acquéreur.

L'appréciation du caractère volontaire ou non de la vacance relève donc essentiellement de circonstances de fait, le contribuable devant prouver qu'il a effectué toutes les démarches nécessaires pour vendre ou louer son logement vacant (mise en vente du logement ou propositions de location dans plusieurs agences, adaptation du prix de vente ou de location aux conditions et évolutions du marché,...) ou que l'immeuble ne peut être occupé dans des conditions normales¹.

1.4.3. Durée et décompte de la vacance

1.4.3.1. Principe

La taxe est due à raison de chaque logement vacant, potentiellement imposable, depuis au moins deux années consécutives, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Le logement doit être vacant au 1^{er} janvier de chacune des deux années de la période de référence (N-1 et N-2) ainsi qu'au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Exemple 1 :

Un logement vacant au 1^{er} janvier 1999 est imposable au titre de l'année 1999, dès lors qu'il est vacant au moins depuis le 1^{er} janvier 1997.

Exemple 2 :

En revanche, un logement vacant depuis le 1^{er} juillet 1997 et qui a cessé de l'être le 1^{er} août 1999, ne peut être imposable ni au titre de 1999 (moins de deux ans de vacance au 1^{er} janvier 1999), ni au titre de 2000 (non vacant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition).

1.4.3.2. Logement inhabitable donnant lieu à réhabilitation

Un logement vacant pour motif d'inhabitabilité (ce qui le place hors du champ d'application de la taxe durant cette période) et qui est réhabilité ne peut, le cas échéant, être soumis à la taxe que si la vacance est effective durant deux années consécutives après réhabilitation. Pour apprécier ce délai, il convient de se placer au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle il a été rendu habitable.

Exemple :

Un logement nécessitant des travaux importants de réhabilitation est vacant depuis octobre 1995. Il fait l'objet de travaux tendant à le rendre habitable courant 1999 et reste vacant jusqu'en février 2001 (date à partir de laquelle il est loué). Il n'est pas soumis à la taxe :

- au titre de 1999, car non habitable au 1^{er} janvier 1997, 1^{er} janvier 1998 et au 1^{er} janvier 1999 ;
- au titre de 2000 et 2001, car le délai de 2 ans depuis qu'il est redevenu habitable n'est pas écoulé ;
- au titre de 2002 car soumis à la taxe d'habitation (loué depuis février 2001).

¹ L'appréciation des motifs effectifs de la vacance relève d'une appréciation au cas par cas par les services de l'assiette.

1.4.3.3. Changement de propriétaire ou de redevable légal

Le délai de vacance (et donc la période de référence) doit s'apprécier au regard du même redevable.

Par suite, en cas de vente d'un logement vacant, le décompte du nouveau délai de vacance s'effectue à l'égard du nouveau propriétaire dans les mêmes conditions que celles exposées ci-dessus, à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de la cession. La taxe sera due par le nouveau propriétaire au titre de la troisième année à compter de celle de la vente si le logement est toujours resté vacant durant cette période.

Exemple 1 :

Le propriétaire d'un logement vacant depuis le 1^{er} janvier 1997 vend ce logement en novembre 1998 : il n'est pas passible de la taxe. Le nouveau point de départ de la période de référence se situe le 1^{er} janvier 1999.

Exemple 2 :

Le propriétaire d'un logement vacant depuis le 1^{er} janvier 1997 vend ce logement en février 1999 ; il est soumis à la taxe au titre de 1999. Le nouveau point de départ de la période de référence se situe au 1^{er} janvier 2000 à l'égard du nouveau propriétaire.

Le nouveau propriétaire n'est redevable de la taxe ni au titre de 2000, ni au titre de 2001. En revanche, si au 1^{er} janvier 2002, le logement est toujours vacant, le propriétaire devient redevable de la taxe au titre de cette année.

2. ASSIETTE

La base d'imposition de la taxe sur les logements vacants est constituée par la valeur locative de l'habitation.

Cette valeur locative est identique à celle retenue en matière de taxe d'habitation.

3. TAUX

Le taux d'imposition varie en fonction de la durée de vacance du logement.

Ainsi, le taux est fixé à 10 % la première année où le logement devient imposable, à 12,5 % la deuxième année et à 15 % à compter de la troisième année.

Le taux de 10 % s'applique chaque fois que le local entre dans le champ d'application de la taxe qu'il s'agisse d'un local imposable pour la première fois ou non.

Exemple :

En 1999, un logement vacant depuis le 1^{er} janvier 1997 est imposable à la taxe sur les logements vacants au taux de 10 %.

En 2000, il est imposé au taux de 12,5 %, puis en 2001 au taux de 15 %.

Son propriétaire trouve un locataire au 15 décembre 2001. Ce dernier quitte les lieux en novembre 2002. Le logement est de nouveau vacant à compter de cette date.

En 2005, en l'absence de toute nouvelle occupation entre novembre 2002 et 2005, la taxe sur les logements vacants est à nouveau due au taux de 10 %.

CHAPITRE 2

RECouvreMENT

DE LA TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS

L'article 232-VII du code général des impôts précise que le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions de la taxe sont régis comme en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties.

1. RECouvreMENT AMIABLE ET PRÉ-CONTENTIEUX

Le recouvrement amiable et pré-contentieux de la taxe est suivi par l'application REC dans les postes comptables non centralisateurs.

1.1. PAIEMENT

La date limite de paiement de la taxe sur les logements vacants (rôle 740) est fixée au 15 décembre¹.

La date de valeur du paiement est déterminée dans les conditions décrites au titre IV chapitre 4 et au titre V chapitre 3 de l'instruction codificatrice relative au recouvrement de l'impôt par voie de rôle.

Les modes de paiement offerts aux contribuables pour s'acquitter de la taxe sont exclusivement le TIP, le chèque, le numéraire ou le virement.

Pour les contribuables dont le montant de la taxe est supérieur à 500.000 F, le paiement doit être effectué par virement directement opéré sur le compte du Trésor ouvert dans les écritures de la Banque de France, conformément aux dispositions de l'instruction relative au paiement par virement ou prélèvement (instruction n° 99-016-A1-A21 du 3 février 1999).

A défaut une majoration de 0,2 % est appliquée.

A cet effet une lettre d'information est insérée à l'avis d'imposition. Par ailleurs l'obligation de paiement par virement est rappelée sur l'avis d'imposition. Le TIP est dès lors invalidé afin d'éviter son utilisation par le contribuable.

Pour les contribuables non concernés par l'obligation de paiement par virement, une enveloppe retour spécifique est jointe à l'avis d'imposition afin que tous les recouvrements parviennent directement aux départements informatiques et non dans les postes comptables (traitement des TIP et des chèques dans les SLR).

Les chèques qui parviennent par erreur dans les postes comptables sont adressés aux DIT pour comptabilisation, au moyen de la sacoche postale rouge qui permet une liaison directe PNC-DIT, afin de permettre la ventilation directe entre la TLV et l'impôt à partir des informations fournies par l'appliquatif REC.

Les comptables doivent en conséquence effectuer un tri préalable des chèques et des couples chèques-talons TIP relatifs à la taxe sur les logements vacants. L'identification des recouvrements sur TLV est faite à partir du numéro de rôle (740) ou de la mention "Taxe sur les logements vacants", portés sur les TIP.

¹ A titre exceptionnel la date limite de paiement du rôle 740 de 1999 est reportée au 15 janvier 2000.

1.2. TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

Les redevables qui estiment ne pas être redevables de la taxe sur les logements vacants peuvent adresser une réclamation au centre des impôts dont ils dépendent.

Pour être recevables les réclamations doivent être présentées au plus tard le 31 décembre de l'année suivant celle de la mise en recouvrement du rôle.

Les contribuables qui désirent obtenir un sursis de paiement doivent le demander dans leur réclamation au centre des impôts.

L'article L.277 du Livre des Procédures Fiscales dispose que le contribuable peut être autorisé à différer le paiement des impositions qu'il conteste dès lors qu'il a constitué auprès du comptable chargé du recouvrement les garanties propres à assurer le recouvrement de la créance du Trésor.

Toutefois le comptable pourra éventuellement, sur demande du contribuable, le dispenser de la constitution de ces garanties.

1.3. GESTION PROLONGÉE DANS REC

Compte tenu des spécificités de la taxe sur les logements vacants il a été nécessaire d'intégrer de nouvelles fonctionnalités dans l'applicatif REC.

En conséquence la gestion de la taxe 1999 dans l'applicatif est prolongée jusqu'à fin octobre 2000 date de basculement dans RAR.

2. RECOUVREMENT CONTENTIEUX

Le recouvrement contentieux de la taxe sur les logements vacants est suivi par l'application RAR en télégestion.

Les dispositions du titre IV du Livre des Procédures Fiscales relatives aux poursuites exercées par le comptable du Trésor sont applicables en cas de non paiement de la taxe sur les logements vacants.

Le recouvrement contentieux s'effectue selon les procédures et modes opératoires décrits dans l'instruction codificatrice sur les procédures fiscales et civiles d'exécution.

CHAPITRE 3

COMPTABILITÉ

La taxe est soumise à perception de frais d'assiette et de recouvrement (5,4 % au titre de l'article 1641-II du CGI) et de frais de dégrèvement et de non valeur (3,6 % au titre de l'article 1641-I.2 du CGI).

L'attention des comptables est attirée sur les modalités de comptabilisation de cette taxe qui diffèrent de celles habituellement mises en œuvre au titre des impôts directs.

Le décret n° 2000-103 du 8 février 2000 (annexe 3) portant application de l'article 51 de la loi du 29/07/98 précise les relations financières de l'Etat avec l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

Le produit de la taxe sur les logements vacants est versé :

- à l'ANAH pour la part correspondant au principal de la taxe
- au budget général de l'Etat pour la part correspondant aux frais de gestion ainsi qu'à la majoration de 10 % et aux frais de poursuites.

1. PRISE EN CHARGE

La prise en charge de la taxe sur les logements vacants n'est pas suivie dans l'application ESAR.

1.1. PRISE EN CHARGE DU RÔLE

1.1.1. Trésorerie Générale

- Prise en charge du rôle 740 au moyen de l'état de développement du rôle.

Les prises en charge en droits constatés en comptabilité ne portent que sur les parts Etat, la part à percevoir pour le compte de l'ANAH étant traitée de manière extra-comptable.

- Etablissement manuel d'un bordereau de prise en charge (annexe 4) à rapprocher de la situation établie par l'application REC, appelée "Etat de la prise en charge au...", pour transmission au PNC chargé du recouvrement.
- Comptabilisation en CGL

A réception du rôle :

- Débit compte 411.121 "Redevables - Comptables du Trésor et comptables des Administrations financières - Redevables - Recettes diverses du budget général - Taxe sur les logements vacants - Créances de l'année courante"
spécification 2.41 pour les frais de dégrèvements
spécification 309.41 pour les frais d'assiette
- Crédit compte 398.120 "Produits à imputer après encaissement - Recettes diverses du budget général - Taxe sur les logements vacants - Année courante"

1.1.2. Poste non centralisateur

La prise en charge de la taxe est extra-comptable.

Le bordereau adressé par la Trésorerie Générale distingue les montants revenant à l'Etat du montant à percevoir par l'ANAH.

Pour la part Etat une ventilation est effectuée selon qu'il s'agit des frais d'assiette et de recouvrement ou des frais de dégrèvement et de non-valeur.

1.2. PRISE EN CHARGE DE LA MAJORATION DE 10 % ET DES FRAIS DE POURSUITES

La majoration de 10 % et les frais bénéficient à l'Etat.

Comptabilisation en CGL

A réception des états liquidatifs issus des applicatifs REC et RAR :

- Débit compte 411.121 "Créances de l'année courante"
ou
compte 411.122 "Créances des années antérieures"
spécification 2.41
- Crédit compte 398.120 "Année courante"
ou
compte 398.121 "Années antérieures"

Les prises en charge de majoration de 10 % et de frais sont portées sur le bordereau de prise en charge destiné au poste non centralisateur.

2. ENCAISSEMENTS EN PHASE AMIABLE ET PRÉ-CONTENTIEUSE

2.1. RÈGLES D'IMPUTATION

Seul le produit net de la taxe est versé à l'ANAH.

Le produit net est le montant des recettes effectives encaissées, hors frais d'assiette et de recouvrement, hors frais de dégrèvement et de non-valeur, hors majoration et frais de poursuites.

recouvrement total

Lors de la comptabilisation du recouvrement total de la taxe, la ventilation de la taxe est effectuée par REC selon les éléments de prise en charge.

recouvrement partiel

En cas de recouvrement partiel, la ventilation du versement s'effectue dans REC dans l'ordre suivant :

- majoration de 10 % (en totalité)
- frais de gestion (frais d'assiette et de recouvrement, frais de dégrèvement et de non-valeur au prorata des sommes recouvrées¹) calculés sur la somme restant, après imputation de la majoration.
- principal de la taxe à reverser à l'ANAH.

¹ Le calcul des frais est réalisé de la manière suivante : évaluation globale des frais soit 9/109^{ème} de la somme restant à imputer, puis détermination des frais d'assiette soit 5,4/109^{ème} et déduction des frais de dégrèvement par différence.

L'arrondi au franc le plus proche est réalisé sur chaque résultat intermédiaire. La fraction de franc égale à 0,50 est comptée pour 1.

Pour la taxe mise en recouvrement en 1999 l'évaluation globale des frais (9/109^{ème}) et par conséquent la détermination des frais d'assiette et de dégrèvement sont effectuées sur le montant total du recouvrement.

Exemple :

Imposition 2 450 F (dont 202 F au titre des frais de gestion)

Majoration 245 F

Recouvrement de 1 100 F ventilé de la manière suivante :

Part Etat : majoration de 10 % \Rightarrow 245 F

Evaluation des frais $(1\ 100 - 245) \times 9/109^{\text{ème}} \Rightarrow 71\text{ F}$

frais d'assiette et de recouvrement $(1\ 100 - 245) \times 5,4/109^{\text{ème}} \Rightarrow 42\text{ F}$

frais de dégrèvement et de non-valeur $(71 - 42) \Rightarrow 29\text{ F}$

Part ANAH : $1\ 100 - 245 - 42 - 29 \Rightarrow 784\text{ F}$

2.2. POSTES NON CENTRALISATEURS

Les TIP ainsi que les chèques sont tous adressés au DIT et ne sont pas comptabilisés par les postes comptables (cf chapitre 2, paragraphe 1.1.).

Les chèques reçus par erreur par les PNC sont transmis aux DIT au moyen de la sacoche postale rouge qui permet une liaison directe PNC-DIT.

Seuls les recouvrements en numéraire et par virement donnent lieu à comptabilisation en DDR3.

- Débit rubrique financière
- Crédit rubrique 300 sous rubrique "Taxe sur les logements vacants - recouvrements REC"

Les recouvrements notifiés au DIT font l'objet de lots et de disquettes RSM distincts qui sont reportés sur une série distincte des bordereaux P 483 afin de ne pas interférer le dispositif applicable aux autres impôts.

2.3. D. I. T.

2.3.1. Encaissements

Les encaissements des TIP et des chèques par les D.I.T. sont comptabilisés quotidiennement comme suit :

- Débit compte 511.31
 - Crédit compte 411.717 "Versements par prélèvements à la date limite de paiement - TIP – TEP"
- ou
- compte 411.718 "Centre de paiement Antilles/Guyane – Centre d'encaissement - Chèques reçus par les D.I.T."

2.3.2. Apurement des comptes 411.717 et 411.718 par REC

Hebdomadairement, l'application REC procède à l'apurement des comptes comme suit :

- Débit compte 411.717
- ou
- compte 411.718
- Crédit compte 475.144 "TLV - Recettes à ventiler".

2.4. TRÉSORERIE GÉNÉRALE

2.4.1. Intégration des opérations des PNC

Les encaissements imputés à la sous-rubrique 300 "TLV - Recouvrements REC" sont comptabilisés via SCR3 au crédit du compte d'imputation provisoire 475.144 "TLV - Recettes à ventiler"

2.4.2. Ventilation du compte 475.144 en CGL

Hebdomadairement, REC procède à la ventilation des sommes par bénéficiaires :

- Débit compte 475.144 (encaissements PNC et D.I.T.)
- Crédit compte 901.120 "Budget général - Recettes - Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles - Année courante" - spécification 2.41 pour les frais de dégrèvements

ou

compte 901.121 "Années antérieures" spécification 2.41.

Crédit compte 901.530 "Budget général- Recettes - Taxes, redevances et recettes assimilées - Année courante" - spécification 309.41 pour les frais d'assiette

ou

compte 901.531 "Années antérieures" spécification 309.41.

- Crédit compte 466.1281 "Tiers créditeurs - Divers - Recouvrements et produits à verser à des tiers - Autres recouvrements et produits à verser à des tiers - Taxe sur les logements vacants à verser à l'ANAH"
- Crédit compte 390.31 "Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non-centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor centralisateurs" appuyé d'un avis de règlement 0.402 en cas de RIAV.

2.4.3. Comptabilisation des recouvrements en CGL - Droits constatés

Chaque mois, au vu d'une situation mensuelle établie par REC, les services de la Trésorerie Générale constatent pour le montant des recouvrements obtenus au titre du mois l'écriture qui suit :

- Débit compte 398.120 "Produits à imputer après encaissement – Recettes diverses du budget général – Taxe sur les logements vacants – Année courante".
- Crédit compte 411.121 - spécification 2.41 pour le montant encaissé au titre des frais de dégrèvement et des majorations de 10 % et frais de poursuites
- Crédit compte 411.121 - spécification 309.41 pour les frais d'assiette

ou

- Débit compte 398.121 "Produits à imputer après encaissement – Recettes diverses du budget général – Taxe sur les logements vacants – Années antérieures".

- Crédit compte 411.122 "Redevables – Recettes diverses du budget général – Taxe sur les logements vacants – Années antérieures"

Spécification 2.41 pour les frais de dégrèvements, les majorations de 10 % et autres frais ;
Spécification 309.41 pour les frais d'assiette.

3. ENCAISSEMENTS EN PHASE CONTENTIEUSE

Les règles d'imputation dans l'applicatif RAR sont identiques à celles appliquées dans REC (paragraphe 2.1.) à savoir :

- frais de poursuites (en totalité) ;
- majoration de 10 % (en totalité) ;
- frais de gestion (au prorata des sommes recouvrées si recouvrement partiel) ;
- part ANAH.

3.1. POSTES NON CENTRALISATEURS

- Débit rubrique financière
 - Crédit sous rubrique 300 "Taxe sur les logements vacants – Recouvrements RAR – Année courante"
- ou
- sous rubrique 300 "Taxe sur les logements vacants – Recouvrements RAR – Années antérieures"

L'application RAR ventile les recouvrements afférents à l'année courante et aux années antérieures. Un document informatique est édité à cet effet.

Les recouvrements sur années antérieures sont ventilés par exercice, même si dans DDR3 tous les exercices antérieurs sont cumulés.

3.2. TRÉSORERIE GÉNÉRALE

3.2.1. Comptabilisation

Les encaissements imputés aux sous-rubriques 300 "Taxe sur les logements vacants – Recouvrements RAR – Année courante" et "Taxe sur les logements vacants – Recouvrements RAR – Années antérieures" sont comptabilisés automatiquement en CGL au crédit du compte 475.144 "TLV - Recettes à ventiler".

3.2.2. Ventilation du compte 475.144

La ventilation est effectuée par les services de la T.G. à partir d'un état établi mensuellement par l'application RAR.

- Débit compte 475.144 "TLV – Recettes à ventiler"
 - Crédit compte 901.120 "Budget général - Recettes - Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles - Année courante » - spécification 2.41 pour les frais de dégrèvements, les majorations de 10 % et frais de poursuites
- ou
- compte 901-121 "Années antérieures" spécification 2.41
- Crédit compte 466.1281 "Autres recouvrements et produits à verser à des tiers - Versements à l'ANAH"Crédit compte 901.530 "Budget général - Recettes - Taxes, redevances et recettes assimilées - Année courante" - spécification 309.41 pour les frais d'assiette
 - compte 901.531 "Années antérieures" spécification 309.41.
 - Crédit compte 466.1281 "Autres recouvrements et produits à verser à des tiers - Versements à l'ANAH"

3.2.3. Comptabilisation des recouvrements en droits constatés

Chaque mois, les services de la Trésorerie Générale, au vu d'une situation mensuelle établie par RAR, comptabilisent en CGL les recouvrements du mois en droits constatés, comme suit :

Débit	398.120	"Produits à imputer après encaissement – Recettes diverses du budget général – Taxe sur les logements vacants – Année courante".
	Crédit	411.121
		"Redevables – Recettes diverses du budget général – Taxe sur les logements vacants – Année courante" spécification 2.41 spécification 309.41

ou

Débit	398.121	Débit compte "Produits à imputer après encaissement - Recettes diverses du budget général - Taxe sur les logements vacants - Années antérieures"
	Crédit	411.122
		"Redevables - Recettes diverses du budget général - Taxe sur les logements vacants - Années antérieures" spécification 2.41 pour les frais de dégrèvements, les majorations de 10 % et autres frais spécification 309.41 pour les frais d'assiette

4. COMPTABILISATION DES IMPAYÉS

Le schéma d'ensemble des opérations de comptabilisation des chèques et TIP impayés est présenté en annexe 5.

5. VERSEMENT A L'ANAH

5.1. A LA TRÉSORERIE GÉNÉRALE

L'ANAH ne reçoit que le montant des recouvrements effectifs, hors frais d'assiette et de dégrèvement, hors majorations et frais de poursuites.

En cas de dégrèvement de la taxe, un trop-versé de la part du contribuable peut dans certains cas être constaté et lui être remboursé par le Trésor.

De ce fait l'ANAH se trouve devoir restituer à l'Etat les sommes ainsi remboursées.

Dans un souci de simplification il est possible de déduire du versement mensuel le montant du reversement, *constaté au cours du même mois*, à effectuer par l'ANAH.

De même les rectifications comptables (erreur d'imputation, chèque impayé) viennent abonder ou réduire le montant du versement.

Les états mensuels transmis par les applicatifs REC et RAR distinguent dès lors les informations suivantes :

- montant des recouvrements effectifs ;
- montant des rectifications ;
- montant des dégrèvements (avec reversement par l'ANAH) ;
- montant des dégrèvements (sans reversement par l'ANAH).

Les versements sont effectués mensuellement par les services de la T.G., avant le dernier jour du mois qui suit le mois d'encaissement :

Débit	466.1281	"Tiers créiteurs divers – Autres recouvrements et produits à verser à des tiers – Taxe sur les logements vacants à verser à l'ANAH"	
	Crédit	391.01	(Crédit Foncier de France, spécification 0437 ANAH - TLV clé 05).

5.2. INFORMATION DE L'ANAH

La T.G. confectionne un état annuel des masses débitrices et créditrices du compte 466.1281 qu'elle adresse à l'ANAH pour permettre à cet établissement de justifier de ses encaissements auprès de la Cour des Comptes.

5.3. RÉGULARISATION DES IMPAYÉS

Le schéma d'ensemble des écritures de régularisation des chèques et TIP impayés est présenté au paragraphe 4.

5.4. REVERSEMENT PAR L'ANAH DES SOMMES PERÇUES À TORT

En cas de dégrèvement de la taxe, les applicatifs REC et RAR établissent une liste des dégrèvements faisant l'objet d'un remboursement aux redevables. Dans l'hypothèse, où la compensation ne peut être mise en œuvre (paragraphe 5.1.), cette liste est adressée à la DGI pour obtenir l'émission d'un titre de perception à l'encontre de l'ANAH afin qu'elle reverse les sommes perçues à tort.

Le titre de perception est émis au profit du budget général sur le compte 901.590 "Budget général - Recettes - Divers - Année courante" spécification comptable 805.91 "Recettes accidentelles à différents titres - Autres recettes sur titres".

6. DÉGRÈVEMENTS

La recette d'ordre générée par le dégrèvement représentant la part de l'ANAH ne doit pas être versée à cet organisme mais doit être comptabilisée au profit du budget général.

6.1. DÉGRÈVEMENTS MAGNÉTIQUES

6.1.1. Trésorerie générale

L'application REC exploite les fichiers de dégrèvements magnétiques.

- La taxe est impayée :

Débit	900.00	"Budget général - Dépenses - Dépenses payables sans ordonnancement - Dépenses ordinaires des services civils" chapitre 15-01, article 10, paragraphe 35 "Taxe sur les logements vacants".	
	Crédit	475.144	"TLV – Recettes à ventiler"

Puis

Débit	475.144		
	Crédit	901.120 ou 901.121	spécification 2.41 pour les frais de dégrèvement
	Crédit	901.530 ou 901.531	spécification 309.41 pour les frais d'assiette

Crédit	901.590	"Budget général - Recettes - Divers - Année courante - Recettes accidentelles à différents titres - Autres recettes sans titre" pour la part qui ne revient plus à l'ANAH mais à l'Etat.
--------	---------	--

- La taxe est payée en totalité (Remboursement au redevable) :

☞ Trésorerie générale siège du D.I.T (pour ses propres opérations)

Débit	900.00	"Budget général – Dépenses – Dépenses payables sans ordonnancement – Dépenses ordinaires des services civils" chapitre 15-01, article 10, paragraphe 35 "Taxe sur les logements vacants"
Crédit	475.144	"TLV – Recettes à ventiler".

Puis

Débit	475.144	"Budget général – Dépenses – Dépenses payables sans ordonnancement – Dépenses ordinaires des services civils" chapitre 15-01, article 10, paragraphe 35 "Taxe sur les logements vacants"
Crédit	401.1	"Bénéficiaires de chèques sur le Trésor - Bénéficiaires de chèques tirés sur les comptes assignataires des dépenses de l'Etat"

☞ Trésoreries générales rattachées au D.I.T (pour leurs opérations respectives)

Débit	900.00	chapitre 15.01, article 10, paragraphe 35 "Taxes sur les logements vacants"
Crédit	392.30	"Transferts automatisés divers à l'intérieur d'une circonscription informatique - T.G. rattachée au D.I.T."

☞ Trésorerie générale siège du DIT pour émission des lettres-chèques

Débit	392.30	"Transferts automatisés divers à l'intérieur d'une circonscription informatique - T.G. rattachée au D.I.T."
Crédit	401.1 "	Bénéficiaires de chèques sur le Trésor - Bénéficiaires de chèques tirés sur les comptes assignataires des dépenses de l'Etat"

- La taxe est payée partiellement :

☞ Trésorerie générale siège du DIT (pour ses propres opérations)

Débit	900.00	chapitre 15.01, article 10, paragraphe 35 "Taxe sur les logements vacants"
Crédit	475.144	"TLV – Recettes à ventiler"

Puis

Débit	475.144	chapitre 15.01, article 10, paragraphe 35 "Taxe sur les logements vacants"
Crédit	901.120 ou 901.121	spécification 2.41 pour les frais de dégrèvement (au prorata du montant du dégrèvement)
Crédit	901.530 ou 901.531	spécification 309.41 pour les frais d'assiette (au prorata du montant du dégrèvement)
Crédit	901.590	spécification 805.92 "Budget général – Recettes – Divers – Année courante – Recettes accidentelles à différents titres – Autres recettes sans titre" (pour la part ANAH non soldée)
Crédit	401.1	"Bénéficiaires de chèques sur le Trésor - Bénéficiaires de chèques tirés sur les comptes assignataires des dépenses de l'Etat" (pour le montant de l'excédent de versement)

☞ Trésoreries Générales rattachées au DIT (pour leurs opérations respectives)

Débit	900.00	chapitre 15.01, article 10, paragraphe 35 "Taxe sur les logements vacants"	
	Crédit	475.144	"TLV – Recettes à ventiler"

Puis

Débit	475.144		
	Crédit	901.120 ou 901.121	spécification 2.41 pour les frais de dégrèvement
	Crédit	901.530 ou 901.531	spécification 309.41 pour les frais d'assiette
	Crédit	901.590	spécification 805.92 "Budget général – Recettes – Divers – Année courante – Recettes accidentelles à différents titres – Autres recettes sans titre" (pour la part ANAH non soldée)
	Crédit	392.30	"Transferts automatisés divers à l'intérieur d'une circonscription informatique – Trésorerie Générale rattachée au DIT (pour le montant de l'excédent)"

☞ Trésorerie Générale siège du DIT pour émission des lettres-chèques

Débit	392.30		
	Crédit	401.1	"Bénéficiaires de chèques sur le Trésor – Bénéficiaires de chèques tirés sur les comptes assignataires des dépenses de l'Etat"

- Les dégrèvements magnétiques qui concernent des rôles basculés en contentieux sont traités manuellement par les comptables dans l'application RAR. A cet effet l'application REC éditée pour chaque PNC une liste des dégrèvements. Cette liste est adressée par la Trésorerie Générale à l'appui d'un avis de règlement 0.402.

L'écriture suivante est comptabilisée :

Débit	900.00	chapitre 15.01, article 10, paragraphe 35 "Taxes sur les logements vacants"	
	Crédit	390.31	"Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables du Trésor centralisateurs".

6.1.2. Poste non centralisateur

A réception de l'avis de règlement 0.402 le comptable constate l'écriture suivante :

Débit	3900	"Opérations à l'initiative des comptables centralisateurs"	
	Crédit	sous-rubrique 300	"Taxe sur les logements vacants – Recouvrements RAR" lorsque la taxe est impayée

ou

	Crédit	sous-rubrique 302	"Excédents de versement" si un excédent de versement est constaté
--	--------	-------------------	---

En cas d'excédent de versement, le comptable effectue le remboursement par lettre-chèque dans les conditions habituelles, à savoir :

Débit	sous-rubrique 303	"Excédent de versement"	
	Crédit	sous-rubrique 306	"Emission de chèques sur le Trésor – Etat (EDV)".

6.1.3. Dispositif transitoire

Dans l'attente du dispositif de comptabilisation des dégrèvements et afin de permettre le remboursement aux contribuables, les trésoreries générales ont été autorisées à envoyer, dès constatation du trop-perçu, les lettres-chèques correspondantes avec la comptabilisation suivante en C.G.L. :

Débit	471.988	"Imputation provisoire de dépenses diverses – Dépenses diverses"	
	Crédit	401.1	"Bénéficiaires de chèques sur le Trésor – Bénéficiaires de chèques tirés sur les comptes assignataires des dépenses de l'Etat"

En conséquence la régularisation suivante doit être effectuée :

Débit	900.00	"Budget général – Dépenses – Dépenses payables sans ordonnancement – Dépenses ordinaires des services civils" chapitre 15-01, article 10, paragraphe 35 "Taxe sur les logements vacants"	
	Crédit	475.144	"TLV – Recettes à ventiler"

puis

Débit	475.144		
	Crédit	901.120	spécification 2.41 pour les frais de dégrèvement
	Crédit	901.530	spécification 309.41 pour les frais d'assiette
	Crédit	901.590	spécification 805.92 "Budget général – Recettes – Divers – Année courante – Recettes accidentelles à différents titres – Autres recettes sans titre" pour la part qui ne revient plus à l'ANAH mais à l'Etat
	Crédit	471.988	"Imputation provisoire de dépenses diverses – Dépenses diverses" pour le montant de l'excédent.

6.2. DÉGRÈVEMENTS MANUELS ¹

Les dégrèvements manuels sont traités par les postes comptables dans les conditions habituelles :

Rôles gérés dans REC :

Débit	sous-rubrique 303	"Dégrèvements TLV" ²	
	Crédit	sous-rubrique 300	"TLV – Recouvrements REC"

Rôles gérés dans RAR :

Débit	sous-rubrique 303	"Dégrèvements TLV" ²	
	Crédit	sous rubrique 300	"TLV – Recouvrements RAR" lorsque la taxe est impayée

ou

	Crédit	sous-rubrique 302	"Excédents de versement" si un excédent de versement est constaté.
--	--------	-------------------	--

¹ En phase amiable, les postes comptables imputent la totalité des dégrèvements à la sous-rubrique correspondante ; l'applicatif REC procède à la ventilation des dégrèvements (imputation-remboursement, sans emploi).

² La Sous-rubrique 303 "Dégrèvements TLV" n'est ouverte qu'à compter du 1^{er} janvier 2001. Les dégrèvements comptabilisés jusqu'au 31 décembre 2000 sont portés à la sous-rubrique 303 "Autres dépenses".

En cas d'excédent de versement le comptable effectue le remboursement par lettre-chèque dans les conditions habituelles, à savoir :

Débit	sous-rubrique 303	"Excédent de versement"	
	Crédit	sous-rubrique 306	" Emission de chèques sur le Trésor – Etat (EDV)"

6.2.1. L'article collectif

L'article collectif de dégrèvement qui figure sur le rôle de TLV est traité par le département informatique lors de la prise en charge du rôle.

Les écritures comptables sont celles précisées au paragraphe 6.1.1. (cas de la taxe impayée).

7. AJUSTEMENTS PAR LES COMPTABLES

L'ajustement comptable de la taxe sur les logements vacants n'est pas assuré par l'application ARCADE.

Les ajustements comptables sont donc réalisés par les comptables centralisateurs et non centralisateurs.

7.1. AJUSTEMENT DES PRISES EN CHARGE PAR LE COMPTABLE CENTRALISATEUR

Les bordereaux de prise en charge édités par l'application REC sont à rapprocher de la feuille de tête du rôle pour les frais de gestion et la part ANAH.

7.2. AJUSTEMENT DES RECOUVREMENTS

L'ajustement comptable par les postes non centralisateurs consiste à rapprocher l'ensemble des recouvrements intervenus au titre de l'exercice (recouvrements REC/DIT + recouvrements REC/PNC + recouvrements RAR/PNC) avec les journaux comptables issus des applications REC et RAR et avec la DDR3.

7.2.1. Phase amiable

- L'application REC édite une situation appelée « situation TLV », qui retrace le montant des recouvrements d'origine PNC (avec cumul depuis le 1^{er} janvier) pour rapprochement avec la sous-rubrique 300 "Taxe sur les logements vacants – Recouvrements REC". Ce journal "Situation TLV" fait également apparaître pour information le montant cumulé des recouvrements d'origine DIT.

Toute anomalie fera l'objet d'une correction soit en DDR3 (par crédit négatif à la sous-rubrique précitée), soit par P484 (correction DIT).

- Les rejets des recouvrements effectués à l'initiative des PNC (talon d'un autre poste, chèques traités par erreur) font l'objet d'une redescende dans le poste par 0.402 pour maintenir la concordance entre la sous-rubrique 300 "Taxe sur les logements vacants – Recouvrements REC" et les journaux REC.

La Trésorerie Générale est également destinataire d'un exemplaire du journal "Situation TLV" pour vérification des montants enregistrés en CGL.

7.2.2. Phase contentieuse

- L'application RAR édite un journal comptable ventilant les recouvrements de l'année courante et des années antérieures pour rapprochement avec la DDR3.

L'application édite également pour la Trésorerie Générale un état mensuel des encaissements constatés au profit de l'ANAH.

8. RESTES À RECOUVRER

Rapprochement des états des restes nominatifs de la comptabilité générale de l'Etat

8.1. TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Les restes à recouvrer nominatifs sont établis par exercice et détaillés :

- des frais de dégrèvements
- des frais d'assiette
- de la part revenant à l'ANAH

Part Etat

Le solde débiteur du compte 411.122, spécification 2.41 + spécification 309.41 doit être égal au solde créditeur du compte 398.121 et au montant des restes à recouvrer nominatifs de la part revenant à l'Etat au niveau départemental.

Part ANAH

Prise en charge extra-comptable (bordereau)

- Recouvrements imputés au crédit du compte 466.1281
- Recouvrements imputés au budget général (listes éditées par REC et RAR).
- = Restes à recouvrer nominatifs

8.2. TRÉSORERIE

Bordereau de prise en charge extra comptable

- Recouvrements sous rubrique 300 "Recouvrements TLV-REC" + sous-rubrique 300 "Recouvrements TLV/RAR"
- Opérations DIT (TIP – chèques – dégrèvements imputés par les DIT)
- = Restes à recouvrer nominatifs (globaux)

Toutes difficultés d'application devront être signalées à la direction générale sous les présents timbres.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

ANNEXE N° 1 : Article 51 de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions
n° 98-657 du 29 juillet 1998

LOI n° 98-657 DU 29 JUILLET 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions

NOR : MESX9800027L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 98-403 DC en date du 29 juillet 1998 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 51

L'article 232 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Art. 232. - I. - Il est institué à compter du 1er janvier 1999 une taxe annuelle sur les logements vacants dans les communes appartenant à des zones d'urbanisation continue de plus de deux cent mille habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements au détriment des personnes à revenus modestes et des personnes défavorisées qui se concrétise par le nombre élevé de demandeurs de logement par rapport au parc locatif et la proportion anormalement élevée de logements vacants par rapport au parc immobilier existant. Un décret fixe la liste des communes où la taxe est instituée.

« II. - La taxe est due pour chaque logement vacant depuis au moins deux années consécutives au 1er janvier de l'année d'imposition à l'exception des logements détenus par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte et destinés à être attribués sous conditions de ressources.

« III. - La taxe est acquittée par le propriétaire, l'usufruitier, le preneur à bail à construction ou à réhabilitation ou l'emphytéote qui dispose du logement depuis le début de la période de vacance mentionnée au II.

« IV. - L'assiette de la taxe est constituée par la valeur locative du logement mentionnée à l'article 1409. Son taux est fixé à 10 % la première année d'imposition, 12,5 % la deuxième année et 15 % à compter de la troisième année.

'V. - Pour l'application de la taxe, n'est pas considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est supérieure à trente jours consécutifs au cours de chacune des deux années de la période de référence définie au II.

« VI. - La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable.

« VII. - Le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions de la taxe sont régis comme en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties.

« VIII. - Le produit net de la taxe est versé à l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat. »

ANNEXE N° 2 : Décret n° 98-1249 du 29 décembre 1998 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du code général des impôts.

NOR: EQUU9801742D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu le code général des impôts, et notamment son article 232,

Décète :

Art. 1er. - La taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du code général des impôts s'applique à compter du 1er janvier 1999 dans les communes dont la liste figure en annexe.

Art. 2. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, le secrétaire d'Etat au logement et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1998.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :
Le ministre de l'équipement
des transports et du logement,
JEAN-CLAUDE GAYSSOT

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le secrétaire d'Etat au logement,
LOUIS BESSON

Le secrétaire d'Etat au budget,
CHRISTIAN SAUTTER

A N N E X E

I. - Agglomération de Paris

La ville de Paris.

Dans le département des Hauts-de-Seine, les communes suivantes :

Antony, Asnières-sur-Seine, Bagneux, Bois-Colombes, Boulogne-Billancourt, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Châtillon, Chaville, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, Fontenay-aux-Roses, Garches, Gennevilliers, Issy-les-Moulineaux, La Garenne-Colombes, Le Plessis-Robinson, Levallois-Perret, Malakoff, Marnes-la-Coquette, Meudon, Montrouge, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Puteaux, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud, Sèvres, Sceaux, Suresnes, Vanves, Vaucresson, Ville-d'Avray, Villeneuve-la-Garenne.

ANNEXE N° 2 (suite)

Dans le département de la Seine-Saint-Denis, les communes suivantes :

Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Bagnolet, Bobigny, Bondy, Clichy-sous-Bois, Coubron, Drancy, Dugny, Epinay-sur-Seine, Gagny, Gournay-sur-Marne, La Courneuve, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Le Pré-Saint-Gervais, Le Raincy, Les Lilas, Les Pavillons-sous-Bois, L'Ile-Saint-Denis, Livry-Gargan, Montfermeil, Montreuil, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Noisy-le-Sec, Pantin, Pierrefitte-sur-Seine, Romainville, Rosny-sous-Bois, Saint-Denis, Saint-Ouen, Sevrans, Stains, Tremblay-en-France, Vaujours, Villemomble, Villepinte, Villetaneuse.

Dans le département du Val-de-marne, les communes suivantes :

Ablon-sur-Seine, Alfortville, Arcueil, Boissy-Saint-Léger, Bonneuil-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Cachan, Champigny-sur-Marne, Charenton-le-Pont, Chennevières-sur-Marne, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Créteil, Fontenay-sous-Bois, Fresnes, Gentilly, Ivry-sur-Seine, Joinville-le-Pont, La Queue-en-Brie, Le Kremlin-Bicêtre, Le Perreux-sur-Marne, Le Plessis-Trévise, L'Hay-les-Roses, Limeil-Brévannes, Maisons-Alfort, Mandres-les-Roses, Marolles-en-Brie, Nogent-sur-Marne, Noiseau, Orly, Ormesson-sur-Marne, Périgny, Rungis, Saint-Mandé, Saint-Maur-des-Fossés, Saint-Maurice, Santeny, Sucy-en-Brie, Thiais, Valenton, Villecresnes, Villejuif, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Villiers-sur-Marne, Vincennes, Vitry-sur-Seine.

Dans le département de l'Essonne, les communes suivantes :

Arpajon, Athis-Mons, Ballainvilliers, Bièvres, Boissy-sous-Saint-Yon, Bondoufle, Boussy-Saint-Antoine, Brétigny-sur-Orge, Breuillet, Breux-Jouy, Brunoy, Bruyères-le-Châtel, Bures-sur-Yvette, Champlan, Chilly-Mazarin, Corbeil-Essonnes, Courcouronnes, Crosne, Draveil, Egly, Epinay-sous-Sénart, Epinay-sur-Orge, Etolles, Evry, Fleury-Mérogis, Fontenay-le-Vicomte, Gif-sur-Yvette, Gometz-le-Châtel, Grigny, Igny, Juvisy-sur-Orge, La Norville, La Ville-du-Bois, Le Coudray-Montceaux, Le Plessis-Pâté, Les Ulis, Leuville-sur-Orge, Linas, Lisses, Longjumeau, Longpont-sur-Orge, Marcoussis, Massy, Mennecy, Montgeron, Montlhéry, Morangis, Morsang-sur-Orge, Morsang-sur-Seine, Ollainville, Ormoy, Orsay, Palaiseau, Paray-Vieille-Poste, Quincy-sous-Sénart, Ris-Orangis, Saclay, Sainte-Geneviève-des-Bois, Saint-Germain-lès-Arpajon, Saint-Germain-lès-Corbeil, Saint-Michel-sur-Orge, Saint-Pierre-du-Perray, Saintry-sur-Seine, Saint-Yon, Saulx-les-Chartreux, Savigny-sur-Orge, Soisy-sur-Seine, Varennes-Jarcy, Vauhallan, Verrières-le-Buisson, Vigneux-sur-Seine, Villabé, Villebon-sur-Yvette, Villemoisson-sur-Orge, Villiers-sur-Orge, Viry-Châtillon, Wissous, Yerres.

Dans le département du Val-d'Oise, les communes suivantes :

Andilly, Argenteuil, Arnouville-lès-Gonesse, Auvers-sur-Oise, Beauchamp, Bessancourt, Bezons, Bonneuil-en-France, Bouffémont, Butry-sur-Oise, Cergy, Champagne-sur-Oise, Cormeilles-en-Parisis, Deuil-la-Barre, Domont, Eaubonne, Ecouen, Enghien-les-Bains, Eragny, Ermont, Ezanville, Franconville, Frépillon, Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Groussay, Herblay, Jouy-le-Moutier, La Frette-sur-Seine, Le Plessis-Bouchard, L'Isle-Adam, Margency, Montlignon, Mériel, Méry-sur-Oise, Montigny-lès-Cormeilles, Montmagny, Montmorency, Nesles-la-Vallée, Neuville-sur-Oise, Osny, Parmain, Pierrelaye, Piscop, Pontoise, Puisseux-Pontoise, Saint-Brice-sous-Forêt, Saint-Gratien, Saint-Leu-la-Forêt, Saint-Ouen-l'Aumône, Saint-Prix, Sannois, Sarcelles, Soisy-sous-Montmorency, Taverny, Valmondois, Vauréal, Villiers-Adam, Villiers-le-Bel.

Dans le département des Yvelines, les communes suivantes :

Achères, Aigremont, Andrézy, Bazoches-sur-Guyon, Bois-d'Arcy, Bougival, Buc, Buchelay, Carrières-sous-Poissy, Carrières-sur-Seine, Chambourcy, Chanteloup-les-Vignes, Chapet, Chatou, Chevreuse, Coignières, Conflans-Sainte-Honorine, Croissy-sur-Seine, Elancourt, Evécquemont, Follainville-Dennemont, Fontenay-le-Fleury, Fourqueux, Gaillon-sur-Montcient, Gargenville, Guyancourt, Hardricourt, Houilles, Issou, Jouars-Pontchartrain, Jouy-en-Josas, Juziers, la Celle-Saint-Cloud, La Verrière, Le Chesnay, Le Mesnil-le-Roi, Le Mesnil-Saint-Denis, Le Pecq, Le Port-Marly, Le Tremblay-sur-Mauldre, Le Vésinet, Les Clayes-sous-Bois, Les Loges-en-Josas, Les Mureaux, L'Etang-la-Ville, Limay, Louveciennes, Magnanville, Magny-les-Hameaux, Maisons-Laffitte, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Mareil-Marly, Marly-le-Roi, Maurecourt, Maurepas, Medan, Meulan, Mézy-sur-Seine, Montesson, Montigny-le-Bretonneux, Neauphle-le-Château, Neauphle-le-Vieux, Orgeval, Plaisir, Poissy, Porcheville, Rocquencourt, Saint-Cyr-l'Ecole, Saint-Germain-de-la-Grange, Saint-Germain-en-Laye, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Sartrouville, Trappes, Triel-sur-Seine, Vaux-sur-Seine, Vélizy-Villacoublay, Verneuil-sur-Seine, Vernouillet, Versailles, Villennes-sur-Seine, Villepreux, Villiers-Saint-Frédéric, Viroflay, Voisins-le-Bretonneux.

ANNEXE N° 2 (suite)

Dans le département de Seine-et-Marne, les communes suivantes :

Brou-sur-Chantereine, Bussy-Saint-Georges, Bussy-Saint-Martin, Carnetin, Chalifert, Champs-sur-Marne, Chanteloup-en-Brie, Chelles, Chessy, Collégien, Combs-la-Ville, Conches, Courtry, Croissy-Beaubourg, Dampmart, Emerainville, Gouvernes, Guermantes, Lagny-sur-Marne, Lésigny, Lognes, Mitry-Mory, Montévrain, Noisiel, Pomponne, Pontault-Combault, Roissy-en-Brie, Saint-Thibault-des-Vignes, Servon, Thorigny-sur-Marne, Torcy, Vaires-sur-Marne, Villeparisis.

II. - Agglomération de Lille

Dans le département du Nord, les communes suivantes :

Anstaing, Baisieux, Bondues, Bourghelles, Bouvines, Capinghem, Chereng, Croix, Cysoing, Emmerin, Englos, Faches-Thumesnil, Forest-sur-Marque, Gruson, Hallennes-lez-Haubourdin, Halluin, Haubourdin, Hem, Lambersart, Lannoy, Leers, Lesquin, Lezennes, Lille, Linselles, Lomme, Lompret, Loos, Louvil, Lys-lez-Lannoy, La Madeleine, Marcq-en-Baroeul, Marquette-lez-Lille, Mons-en-Baroeul, Mouvaux, Neuville-en-Ferrain, Noyelles-lès-Seclin, Perenchies, Premesques, Ronchin, Roncq, Roubaix, Saily-lez-Lannoy, Sainghin-en-Melantois, Saint-André-Lez-Lille, Santes, Seclin, Sequendin, Templemars, Toufflers, Tourcoing, Tressin, Vendeville, Verlinghem, Wambrechies, Wasquehal, Wattignies, Wattrelos, Willems, Villeneuve-d'Ascq.

III. - Agglomération de Bordeaux

Dans le département de la Gironde, les communes suivantes :

Ambares-et-Lagrange, Artigues-près-Bordeaux, Bassens, Bègles, Blanquefort, Bordeaux, Bouliac, Bouscat, Bruges, Cadaujac, Camblanes-et-Meynac, Canejean, Carbon-Blanc, Carignan-de-Bordeaux, Cenon, Cestas, Eysines, Fargues-Saint-Hilaire, Floirac, Gradignan, Haillan, Izon, Latresne, Léognan, Lormont, Mérignac, Montussan, Pessac, Pian-Médoc, Pompignac, Quinsac, Saint-Aubin-de-Médoc, Sainte-Eulalie, Saint-Loubes, Saint-Louis-de-Montferrand, Saint-Médard-en-Jalles, Saint-Sulpice-et-Cameyrac, Saint-Vincent-de-Paul, Taillan-Médoc, Talence, Tresses, Vayres, Villenave-d'Ornon, Yvrac.

IV. - Agglomération de Toulouse

Dans le département de la Haute-Garonne, les communes suivantes :

Aucamville, Aussonne, Auzeville-Tolosane, Balma, Beaupuy, Beauzelle, Belberaud, Blagnac, Brax, Castanet-Tolosan, Castelginest, Castelmaurou, Colomiers, Cornebarrieu, Cugnaux, Eaunes, Escalquens, Fenouillet, Fonbeauzard, Frouzins, Gagnac-sur-Garonne, Labarthe-sur-Lèze, Labastide-Saint-Sernin, Labège, Lapeyrouse-Fossat, Launaguet, Leguevin, Lespinasse, Montberon, Montrabe, Muret, Pechabou, Pechbonnieu, Pibrac, Pinsaguel, Pins-Justaret, Plaisance-du-Touch, Pompertuzat, Portet-sur-Garonne, Quint, Ramonville-Saint-Agne, Roques, Roquettes, Rouffiac-Tolosan, Saint-Alban, Saint-Genies-Bellevue, Saint-Jean, Saint-Jory, Saint-Loup-Cammas, Saint-Orens-de-Gameville, Salvétat-Saint-Gilles, Seilh, Seysses, Toulouse, Tournefeuille, Union, Villate, Villeneuve-Tolosane.

V. - Agglomération de Lyon

Dans le département du Rhône, les communes suivantes :

Albigny-sur-Saône, Brignais, Brindas, Bron, Cailloux-sur-Fontaines, Caluire-et-Cuire, Champagne-au-Mont-d'Or, Chaponost, Charbonnières-les-Bains, Charly, Collonges-au-Mont-d'Or, Couzon-au-Mont-d'Or, Craponne, Curis-au-Mont-d'Or, Dardilly, Ecully, Fleurieu-sur-Saône, Fontaines-Saint-Martin, Fontaines-sur-Saône, Francheville, Givors, Grezieu-la-Varenne, Grigny, Irigny, Limonest, Loire-sur-Rhône, Lyon, Marcy-l'Etoile, Millery, Montagny, Mulatière, Neuville-sur-Saône, Oullins, Pierre-Bénite, Rochetaillée-sur-Saône, Sainte-Consoise, Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, Saint-Didier-au-Mont-d'Or, Saint-Fons, Saintes-Foy-lès-Lyon, Saint-Genis-Laval, Saint-Genis-lès-Ollier, Saint-Romain-au-Mont-d'Or, Tassin-la-Demi-Lune, Tour-de-Salvagny, Vaugneray, Vaulx-en-Velin, Venissieux, Vernaison, Villeurbanne, Vourles, Chassieu, Communay, Corbas, Decines-Charpieu, Feyzin, Genas, Genay, Meyzieu, Mions, Montanay, Rillieux-la-Pape, Saint-Priest, Saint-Symphorien-d'Ozon, Sathonay-Camp, Sathonay-Village, Serezin-du-Rhône, Solaize, Ternay.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Dans le département de l'Ain, les communes suivantes :

Beynost, Boisse, Dagneux, Massieux, Miribel, Miserieux, Montluel, Neyron, Parcieux, Reyrieux, Saint-Didier-de-Formans, Sainte-Euphemie, Saint-Maurice-de-Beynost, Trévoux.

Dans le département de l'Isère, la commune suivante :

Chasse-sur-Rhône.

VI. - Agglomération de Montpellier

Dans le département de l'Hérault, les communes suivantes :

Castelnau-le-Lez, Clapiers, Cres, Jacou, Juvignac, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saint-Clément-de-Rivière, Vendargues.

VII. - Agglomération de Cannes-Grasse-Antibes

Dans le département des Alpes-Maritimes, les communes suivantes :

Antibes, Auribeau-sur-Siagne, Le Bar-sur-Loup, Biot, Cabris, Cannes, Le Cannet, Châteauneuf-Grasse, Grasse, Mandelieu-la-Napoule, Mouans-Sartoux, Mougins, Opio, Pegomas, Peymeinade, Roquefort-les-Pins, La Roquette-sur-Siagne, Le Rouret, Speracède, Théoule-sur-Mer, Le Tignet, Valbonne, Vallauris.

VIII. - Agglomération de Nice

Dans le département des Alpes-Maritimes, les communes suivantes :

Beaulieu-sur-Mer, Cagnes-sur-Mer, Cantaron, Carros, Châteauneuf-Villevie, La Colle-sur-Loup, Colomars, Contes, Drap, Falicon, Gattières, La Gaude, Nice, Saint-André, Saint-Jean-Cap-Ferrat, Saint-Jeannet, Saint-Laurent-du-Var, Saint-Paul, Tourrette-Levens, Tourrettes-sur-Loup, La Trinité, Vence, Villefranche-sur-Mer, Villeneuve-Loubet.

ANNEXE N° 3 : Décret n° 2000-103 du 8 février 2000 portant application de l'article 51 de la loi du 29/07/1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions

NOR : ECOR9904577D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 232,

Décète :

Art. 1er. - Le produit net de la taxe annuelle sur les logements vacants, versé à l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, est le montant des recettes effectives encaissées, hors frais d'assiette et de recouvrement et hors frais de dégrèvement et de non-valeur.

La majoration de 10 % prévue à l'article 1761 du code général des impôts ainsi que les frais de poursuites sont versés à l'Etat.

Art. 2. - Le produit net de la taxe est versé mensuellement à l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat avant le dernier jour du mois qui suit le mois d'encaissement.

Art. 3. - Les sommes dégrévées ou admises en non-valeur par l'Etat sont comptabilisées au budget général.

Art. 4. - Les sommes indûment perçues à raison des dégrèvements prononcés font l'objet d'une demande de reversement auprès de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat au vu d'un titre de perception rendu exécutoire par le préfet ou par le directeur des services fiscaux.

Art. 5. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'équipement, des transports et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 février 2000.

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :
Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
CHRISTIAN SAUTTER

Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,
JEAN-CLAUDE GAYSSOT

ANNEXE N° 4 : Bordereau de prise en charge des rôles de taxe sur les logements vacants (rôle général et rôles supplémentaires)

Comptable destinataire :

IMPÔTS RECOUVRES PAR LES COMPTABLES DU TRESOR

TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS

BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE

ANNEE COURANTE

Année 20.....

Envoi n°.....

du.....

N° DE RÔLE	NOMBRE D'ARTICLES	DATE DE MISE EN RECOUVREMENT	Part ETAT					PART ANAH (2)	TOTAL (1 + 2)
			FRAIS D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT	FRAIS DE DÉGRÈVEMENT ET DE NON-VALEUR	MAJORATION	FRAIS	TOTAL (1)		
TOTAUX NETS DE L'ENVOI									
REPORT DES ANTÉRIEURS BRUTS									
TOTAUX NETS DEPUIS LE 01.01									

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

Comptable destinataire :

IMPÔTS RECOUVRES PAR LES COMPTABLES DU TRESOR
TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS
BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE
ANNEE ANTERIEURES

Année 20.....

Envoi n°.....

du.....

N° DE RÔLE	NOMBRE D'ARTICLES	DATE DE MISE EN RECOUVREMENT	Part ETAT					PART ANAH (2)	TOTAL (1 + 2)
			FRAIS D'ASSIETTE ET DE RECOUVREMENT	FRAIS DE DÉGRÈVEMENT ET DE NON-VALEUR	MAJORATION	FRAIS	TOTAL (1)		
TOTAUX NETS DE L'ENVOI									
REPORT DES ANTÉRIEURS BRUTS									
TOTAUX NETS DEPUIS LE 01.01									

ANNEXE N° 5 : Comptabilisation des chèques et TIP impayés

Taxe sur les logements vacants
traitement des impayés
CHEQUES

COMPTABILITÉ				recouvrement
TG/DIT	ENCAISSEMENT DES CHÈQUES	D. 511.31	C. 411.718	
	RÉCEPTION DU RELEVÉ DE COMPTE BDF + RELEVÉ DES CHÈQUES IMPAYÉS			
	Manuel		D. 471.988 C. 512.11	
	→ Pour ses propres chèques (DIT)			
	Manuel		D. 390.31 C. 471.988	
	→ Transfert aux TG rattachées au DIT			
	Manuel		D. 391.30 C. 471.988	
TG RATTACHÉES AU DIT	→ Pour les TG rattachées au DIT			
			D. 390.31 C. 391.30	
PNC	0.402 ==>		D. 3472 C. 3900	
	RÉGULARISATION	D. 3531	C. 3472	
	NON-RÉGULARISATION			
		• Envoi P484 au DIT		
POUR TOUTES LES TG (DIT ET TG RATTACHÉES)	Intégration automatique		C. - 475.144 C. 390.31	
		et	D - 475.144 C - 901.12 - 901.53 - 466.1281 « ANAH »	
	Si recouvrement en droits constatés		D - 398.12 C. - 411.121 - Spec. 2.41 - Spec. 309.41	
PNC	0.402 ==>		D. 3900 C. 3472	
				Mise à jour du fichier RSAR

—

ANNEXE N° 5 (suite et fin)

Taxe sur les logements vacants
traitement des impayés
TIP

COMPTABILITÉ			RECOUVREMENT	
TG/DIT	RÉCEPTION DU RELEVÉ DE COMPTE BDF			
	Manuel	D. 471.988 C. 512.11		
	TRAITEMENT PAR LE DIT DU FICHIER DES IMPAYÉS REÇUS DE LA BDF			
	1ère CAS : Avant ventilation du compte 411.717			
	Intégration automatique	C. - 411.717 C. + 471.988	⇒ Mise à jour du fichier RSAR	—
	2ème CAS : Après ventilation du compte 411.717			
	Intégration automatique	C. - 475.144 C. + 471.988	⇒ Mise à jour du fichier RSAR	—
	et	D - 475.144 C - 901.12 - 901.53 - 466.1281 « ANAH »		
	Si recouvrement en droits constatés	D - 398.12 C. - 411.121 - Spec. 2.41 - Spec. 309.41		
	Intégration automatique	Transfert aux TG rattachées D. 392.30 C. 471.988		
TG RATTACHÉES	Intégration automatique	C. - 475.144 C. 392.30	⇒ Mise à jour du fichier RSAR	—
	et	D - 475.144 C - 901.12 - 901.53 - 466.1281 « ANAH »		
	Si recouvrement en droits constatés	D - 398.12 C. - 411.121 - Spec. 2.41 - Spec. 309.41		